CFP-126
2022-04-26
S. Pinault-Reid

VOL. 3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022▪2023

Secrétariat du Conseil du trésor

Autorité des marchés publics

Centre d’acquisitions gouvernementales

Société québécoise des infrastructures

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D’OPPOSITION

Votre gouvernement

Québec

Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

# demande 2022-2023 Renumérotée	# demande 2022-2023 PQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P01	P16	Réduction dépenses TI	Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.
P02	P17	Révision des programmes et des contrats	Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.
P03	P19	Dérogations - gel d'embauche	Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.
P04	P20	Économies - gel d'embauche	Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2021-2022. Fournir une ventilation par ministère.
P05	P22	Économies - resserrement octroi des subventions	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2022-2023.
P06	P23	Unités autonomes - chiffre d'affaires	Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.
P07	P35	Postes régionalisés - MO	Concernant l'affirmation en lien avec la Stratégie des dépenses 2022-2023, selon laquelle « 1334 postes ont été régionalisés entre octobre 2018 et janvier 2022 », fournir, par année : a) Ventilation du nombre d'ETC par ministère et organisme; b) Ventilation du nombre d'ETC par catégorie d'emploi; c) Ventilation du nombre d'ETC hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal; d) Liste des directions transférées.
P08	P41	Employés dans les unités autonomes	Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.
P09	P43	Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces	Comparaison des écarts salariaux en 2021-2022 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
P10	P44	Négociateur - rémunération des médecins FMSQ et FMOQ	Copie des contrats d'embauche des personnes négociant au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.
P11	P55	Formation	Liste complète des formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activité, activités de développement, sommets, congrès, etc. auxquels ont participé les employés du Secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2021-2022. Indiquer le lieu, le coût, les dates de participation, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, le nom de la formation ou de l'activité.
P12	P57	Écarts salariaux TI	Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emploi.
P13	P61	Programmes gouvernementaux depuis 2003	Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.
P14	P68	PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années	Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, le financement accordé par année au cours des cinq dernières années, le budget final prévu et l'évolution du budget final au cours des cinq dernières années.
P15	P69	Crédits octroyés Fonds de suppléance 5 dernières années	Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.
P16	P70	Pénalités contractuelles	Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.
P17	P73	Programmes de financement ou de subventions	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2021-2022, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.
P18	P82	Comités interministériels	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.
P19	P83	Employés en TI en ETC pour les 10 dernières années	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.
P20	P84	Taux de rétention CSPQ	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CAG, pour les dix dernières années.
P21	P85	Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
P22	P86	Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
P23	P119	Études, analyses et recherche CSPQ	Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.
P24	P120	Projets AGILE	Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
P25	P121	Liste des projets AGILE	Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
P26	P124	Projets informatiques en cours à l'ITQ	Liste des projets informatiques en cours au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales et à Infrastructures technologiques Québec. Détailler, par projet, les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard. Ventiler par organisme.
P27	P136	Coût achat terrains maisons des aînés	Sommes consacrées à l'achat des terrains destinés à accueillir les « maisons des aînés » en 2021-2022 et prévisions jusqu'en 2024.
P28	P137	Coût construction maisons des aînés	Sommes consacrées aux projets de construction des « maisons des aînés ». Ventiler par projet, par année et par étape.
P29	P138	Réalisation investissements transports en commun / réseau routier	Taux de réalisation des investissements planifiés en transports en commun. Taux pour le réseau routier. Explication quant à la différence entre les deux.
P30	P139	Investissements 5 dernières années transport collectif / routier	Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier au PQI.
P31	P140	Crédits budgétaires projets routiers et transport en commun	Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?
P32	P141	Projets retirés secteurs routier / transport en commun	Projets ou sommes prévues (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routier et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs par rapport à l'an dernier.

Secrétariat du Conseil du trésor
Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements particuliers du troisième groupe d'opposition

# demande 2022-2023 Renumérotée	# demande 2022-2023 PQ	Sujet de la demande	Nom de la demande
P33	P144	Déficit MTQ	Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du MTQ, par rapport à l'an dernier.
P34	P145	Variation déficit programmes MTQ	Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100 % ou à 75 % par les programmes du MTQ, par rapport à l'an dernier.
P35	P146	Actifs en mauvais état transport collectif / transport routier	Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.
P36	P147	Prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA)	Prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), par secteur.
P37	P148	Proportion de prise en charge du DMA	Proportion de prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), par secteur. Détailler la catégorie « Autre secteur ».
P38	P149	Implantation maternelles 4 ans	Investissements consacrés à l'implantation de la maternelle 4 ans, en 2021-2022, et prévisions pour le PAGI 2022-2023 ainsi que pour chaque année du PQI 2022-2032.
P39	P152	Investissements supplémentaires pour la construction de classes-PQI 2020-2030	Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2022-2032 pour l'accélération de la construction de classes : fournir, pour le PQI 2022-2032, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.
P40	P154	Investissements pour la construction de CPE	Investissements consacrés à la construction de centres de la petite enfance en 2021-2022, et prévisions pour le PAGI 2022-2023.
P41	P155	Investissements pour la construction de maisons des aînés	Investissements consacrés à la construction pour la mise en place graduelle de maisons des aînés en 2021-2022, et prévisions pour le PAGI 2022-2023.
P42	P156	Investissements pour la construction d'un 3e lien	Investissements consacrés à la planification et à la construction d'un 3e lien en 2021-2022, et prévisions pour le PAGI 2022-2023.
P43	P157	Investissements par région administrative	Variation des investissements par région administrative.
P44	P169 P56 - MFQ	Nombre d'entreprises en attente d'une décision concernant l'octroi d'une autorisation - AMP	Nombre d'entreprises en attente d'une décision de l'AMF concernant l'octroi d'une autorisation en vertu de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.
P45	P170 P583 - MSSS	Réouverture des ententes salariales	Tout rapport, toute étude et estimation en lien avec la réouverture des ententes salariales avec les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes; estimations des économies à réaliser en 2021-2022 et pour les 10 années suivantes.

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements particulières du troisième groupe d'opposition - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale 3e groupe opp	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NRP3-1	DP3-01	Indiquer les sommes dépensées en 2021-2022 par votre ministère et ses organismes pour l'informatique et les technologies de l'information. Préciser s'il s'agit d'achats de logiciels, de matériel ou de services professionnels (interne, externe, du CSPQ, d'Infrastructures technologiques Québec ou du Centre d'acquisitions gouvernementales).	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 1
NRP3-2	DP3-18	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2021-2022 dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget, le nombre de rencontres tenues en 2021-2022, ainsi que les résultats.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 2
NRP3-3	DP3-21	Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées en 2020-2021 et en 2021 2022 par les mesures administratives en matière de contrôle de dépenses imposées aux ministères, aux organismes budgétaires, aux organismes autres que budgétaires, aux fonds spéciaux, aux activités administratives des réseaux de la santé et de l'éducation et aux sociétés d'État. Fournir une ventilation par ministère, organisme, fonds, réseau et société d'État. Prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 31
NRP3-4	DP3-24	Ventilation détaillée de l'effectif temporaire dans la fonction publique au 1er mars de chaque année depuis 2005.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12n
NRP3-5	DP3-25	Nombre d'employés temporaires qui ont obtenu le statut de permanents, par année, depuis 2004.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 3
NRP3-6	DP3-26	Évolution de l'effectif permanent de chaque cabinet ministériel, de chaque ministère et de chaque organisme public depuis 2003. Fournir les données pour chacune des années financières, de 2003-2004 à 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12n
NRP3-7	DP3-27	Évolution du nombre d'employés par ministère, par organisme autre que budgétaire, par fonds spécial, pour le réseau de la santé et des services sociaux et le réseau de l'éducation, depuis 2003-2004. Ventiler par statut d'emploi et par classe d'emploi.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12n
NRP3-8	DP3-28	Pour chaque cabinet ministériel, chaque ministère et chaque organisme, le nombre de départs au sein de l'effectif (régulier, occasionnel et étudiant) au cours des cinq dernières années. Fournir les données ventilées selon la raison du départ : retraite, démission, révocation pour incompétence, révocation pour incapacité, fin d'emploi, décès, mise à pied, destitution, départ volontaire ou toute autre raison.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 7
NRP3-9	DP3-29	Pour les trois dernières années, le nombre d'employés de la fonction publique qui ont été congédiés, par classe d'emploi et selon le motif du renvoi.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 16
NRP3-10	DP3-30	Pour les trois dernières années, le nombre d'occasionnels de la fonction publique qui ont obtenu un statut permanent. Ventilation par genre. Ventilation par statut et par classe d'emploi.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 3
NRP3-11	DP3-31	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le nombre d'employés, le nombre d'employés selon la classe, la dépense en masse salariale, la dépense en rémunération (avantages sociaux + salaires), le coût total moyen par employé, le coût total moyen par employé selon la classe.	Répondue par la réponse aux demandes de renseignements généraux 12i et 36
NRP3-12	DP3-32	Depuis 2003-2004 et jusqu'au présent exercice, indiquer – pour chaque cabinet ministériel, ministère, organisme, société d'État et organisation faisant partie des entités consolidées – les éléments suivants : le salaire annuel des 20 plus hauts salariés, la rémunération totale des 20 plus hauts salariés.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 10
NRP3-13	DP3-33a	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2021-2022 et chacune des 5 années précédentes;	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12i
NRP3-14	DP3-33b	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : b) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2021-2022 et chacune des 5 années précédentes;	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12i
NRP3-15	DP3-33c	Concernant l'effectif entier de la fonction publique : c) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2021-2022 et chacune des 5 années précédentes.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12i
NRP3-16	DP3-34a	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : a) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal pour 2021-2022 et chacune des 5 années précédentes;	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12i
NRP3-17	DP3-34b	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : b) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Québec pour 2021-2022 et chacune des 5 années précédentes;	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12i
NRP3-18	DP3-34c	Concernant l'effectif de chacun des ministères et organismes : c) nombre d'ETC dont le port d'attache est situé dans la région métropolitaine de Montréal pour 2021-2022 et chacune des 5 années précédentes.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12i
NRP3-19	DP3-36	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2021 2022, le montant total de la masse salariale, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 36
NRP3-20	DP3-37	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2021 2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des indemnités de retraite, s'il y a lieu.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 13a
NRP3-21	DP3-38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir, pour 2021 2022, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le taux d'absentéisme.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 42
NRP3-22	DP3-39	Copie de toutes les études sur la rétention des employés réalisées en 2021-2022.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 17
NRP3-23	DP3-40	Nombre d'unités autonomes de service propres à la fonction publique, en indiquant de quel ministère ou organisme relève chacune d'elles.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 22
NRP3-24	DP3-42	Pour l'année 2021-2022, le nombre d'employés embauchés issus des communautés culturelles, qui sont des personnes handicapées, anglophones, autochtones ou qui ont moins de 35 ans. Indiquer également : a) Le nombre d'employés ayant obtenu en 2021-2022 un remboursement pour dépenses liées au déménagement dans le cadre du programme ou des mesures pour les membres des communautés culturelles.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 32
NRP3-25	DP3-45	Nombre de postes transférés hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2021-2022, et prévisions pour les dix prochaines années. Ventilation par genre, par statut et par classe d'emploi.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 47
NRP3-26	DP3-46	Liste des ministères visés par des transferts de postes hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2021-2022, et prévisions pour les dix prochaines années.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 47
NRP3-27	DP3-47	Liste des régions visées, à l'exception des régions métropolitaines de Québec et de Montréal, par des transferts de postes dont le port d'attache était situé dans les régions métropolitaines de Québec et de Montréal en 2021-2022, et prévisions pour les dix prochaines années.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 47
NRP3-28	DP3-50	Indiquer le niveau de l'effectif dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12q
NRP3-29	DP3-51	Indiquer tout manquement constaté en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 14
NRP3-30	DP3-52	État de situation de la mise en place de l'Autorité des marchés publics. Nombre de personnes embauchées, par classe d'emploi.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 60
NRP3-31	DP3-53	Niveau d'effectifs dont dispose chaque ministre en vertu de l'article 12 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12q
NRP3-32	DP3-54	Liste des manquements constatés en vertu de l'article 28 de la Loi sur la gestion et le contrôle des effectifs des ministères, des organismes et des réseaux du secteur public ainsi que des sociétés d'État.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 14
NRP3-33	DP3-58	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, indiquer, pour 2021-2022 : a) le nombre d'employés affectés aux communications ou aux affaires publiques, et leur nom; b) le montant dépensé par la direction, le département ou la division des communications ou des affaires publiques; c) le nombre et le détail des rencontres entre les employés affectés aux communications ou aux affaires publiques et d'autres instances ou organismes publics; ventilation par instance ou organisme; d) le total des sommes investies en veille médiatique (ventilation par poste de dépenses – revue de presse, analyse de presse, etc.), les firmes externes ou consultants engagés à cette fin ainsi que les sujets qui font ou ont fait l'objet d'une veille médiatique.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 6
NRP3-34	DP3-59	Évaluation des coûts de système de chacun des ministères (pourcentage d'augmentation du budget d'un ministère nécessaire pour maintenir le niveau de services d'une année à l'autre).	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 19
NRP3-35	DP3-60	Liste de toutes les nouvelles structures administratives créées depuis le début de l'année financière 2021-2022.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 28
NRP3-36	DP3-62	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses reçue par le Secrétariat ou l'organisme qui en relève en 2021-2022. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières réalisées et à venir du Secrétariat et des organismes qui en relèvent.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 4
NRP3-37	DP3-63	Copie et détail de toute demande de réduction, de consolidation, d'optimisation des ressources et de moyens ou de compression de dépenses, adressée par le Secrétariat aux différents ministères, secrétariats et organismes pour l'année 2022-2023. Fournir l'ensemble des échanges, des correspondances ou tout autre document à ce sujet. Fournir également la ventilation de toutes les compressions financières demandées.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 4
NRP3-38	DP3-64	Pour les cinq dernières années, indiquer précisément (et ce, par ministère, organisme et entité) quelles sont les mesures de contrôle de dépenses qui ont été mises en place, ainsi que les économies qui ont été réalisées.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 31
NRP3-39	DP3-71	Liste de tous les frais de traduction et des documents traduits pour le Secrétariat et chacun de ses organismes en 2021-2022. Fournir la liste des contrats octroyés, le nom des firmes retenues et les coûts.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 6
NRP3-40	DP3-72	Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir (pour 2021-2022 et prévisions pour 2022-2023) : le nom et les coûts de toutes les campagnes, le nom de la firme (ou du professionnel) retenue pour les réaliser, les dates de diffusion, les objectifs visés par chacune, le plan de placement médiatique.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 3
NRP3-41	DP3-74	Liste des nouvelles publications du Secrétariat en 2021-2022 et coûts associés à chacune d'elles.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 26
NRP3-42	DP3-125	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours aux services du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec depuis leur création, en ventilant par année. Ventiler par organisme.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 41
NRP3-43	DP3-126	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes de l'offre permanente du CSPQ, du Centre d'acquisitions gouvernementales et d'Infrastructures technologiques Québec ces trois dernières années. Ventiler par organisme.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 42
NRP3-44	DP3-130	Concernant le bureau de la présidence : a) Nombre de rencontres, de repas ou de réunions et les frais afférents; b) Liste des personnes à rencontrer en précisant le but de la rencontre; c) Frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation; d) Liste des participations à des colloques ou à des congrès, et la liste des participants, incluant les coûts afférents.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 46
NRP3-45	DP3-131	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie la SQI. Pour chaque comité présidé par la SQI, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 47
NRP3-46	DP3-132	Liste des baux en cours et, pour chacun d'eux, la date de signature, la durée, le coût mensuel, le coût au pied carré, l'adresse locative ainsi que le nom et l'adresse des entreprises signataires du bail, la raison du bail et la ventilation par région.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 55
NRP3-47	DP3-133	Au 31 mars 2022 : a) Superficie totale des espaces appartenant à la SQI, ventilation par région; b) Superficie totale inoccupée et taux d'inoccupation, ventilation par région; c) Superficie totale en rénovation, ventilation par région;	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 56

# demande non-répondue NR	# demande initiale 3e groupe opp	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NRP3-48	DP3-134	Pour l'année 2021-2022, indiquer : a) La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 59
NRP3-49	DP3-135	Liste et valeur des projets à l'étude à la SQI mais non inscrits dans le PQI.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 48
NRP3-50	DP3-153	Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2022-2032 pour l'accélération de la construction de classes : fournir, pour le PAGI 2022-2023, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.	Répondue par la réponse à la demande particulière du troisième groupe d'opposition 39
NRP3-51	DP3-167	Copie des travaux, études, analyses et recherches en lien avec les problèmes de double rémunération pour l'ensemble de la fonction publique.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12h
NRP3-52	DP3-168	Nombre de cas répertoriés liés au phénomène de la double rémunération. Ventiler par ministère ou organisme.	Répondue par la réponse à la demande de renseignements généraux 12h
NRP3-53	DP3-169	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises ayant fait une demande d'autorisation à l'AMF.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 62
NRP3-54	DP3-170	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises ayant reçu une autorisation de l'AMF.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 63
NRP3-55	DP3-171	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises s'étant vu refuser une autorisation par l'AMF. Préciser les motifs.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 64
NRP3-56	DP3-172	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, nombre d'entreprises dont l'autorisation a été révoquée par l'AMF. Préciser les motifs.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 66
NRP3-57	DP3-173	Pour chaque mois depuis l'adoption de la loi 1, Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics, adoptée en 2012, délais de traitement pour l'octroi d'une autorisation par l'AMF.	Répondue par la réponse à la demande particulière de l'opposition officielle 67
NRP3-58	DP3-02	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par l'ensemble des organismes et ministères au développement et à la mise en place de services électroniques.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-59	DP3-03	État de situation des deux centres spécialisés en ressources informationnelles de Rimouski et de Chicoutimi. Pour chacun des centres : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2022, budgets accordés en 2021-2022, ainsi que les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-60	DP3-04	Copie des études d'impact, des notes internes ou des analyses du ministère en lien avec le regroupement des centres de traitement informatique (CTI), pour les cinq dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-61	DP3-05	Liste des centres de traitement informatique.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-62	DP3-06	Le plan et les échéanciers concernant le regroupement des centres de traitement informatique.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-63	DP3-07	Coût relatif à la mise en œuvre du plan de regroupement les centres de traitement informatique. Fournir le coût pour les 5 dernières années, les estimations pour les suivantes jusqu'à la réalisation du projet, et le coût total projeté du projet.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-64	DP3-08	Copie de tous les travaux, études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor, Infrastructures technologiques Québec ou le Centre d'acquisitions gouvernementales sur l'informatique en 2021-2022.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-65	DP3-09	Suivi des mesures annoncées le 18 mars 2013 concernant le logiciel libre : a) État de situation du Centre d'expertise en logiciel libre : nombre d'employés embauchés au 31 mars 2022, budget accordé en 2021-2022 ainsi que les prévisions pour 2022-2023; b) Nombre de rencontres du comité interministériel sur la normalisation et l'interopérabilité, créé afin d'élaborer une liste de standards ouverts recommandés. Fournir les dates et résultats de chaque rencontre; c) État de situation au 31 mars 2022 et état d'avancement des travaux pour le lancement d'un appel d'offres ouvert pour le courrier électronique gouvernemental; d) État de situation au 31 mars 2022 de chacun des quatre projets phares développés depuis la création du Centre d'expertise en logiciel libre, notamment le projet de déploiement de 40 postes avec suite bureaucratique libre au ministère de l'Immigration; e) État de situation au 31 mars 2022 du remplacement des logiciels propriétaires utilisés dans certaines formations collégiales et universitaires; f) Nombre de rencontres du comité de gouverne du logiciel libre, mis en place pour émettre des recommandations quant aux projets prioritaires en fonction des besoins gouvernementaux et à l'état d'avancement des projets phares des ministères concernés; dates et résultats de chaque rencontre; g) Résultats et états de situation au 31 mars 2022 de l'analyse des solutions afin de renforcer le respect des principes de la Loi sur les contrats des organismes publics, notamment une saine concurrence et l'équité entre les fournisseurs.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-66	DP3-10	Suivi des 36 recommandations de la Stratégie gouvernementale en TI; ventilation par recommandation, pour l'année 2021-2022 (ensemble des recommandations réalisées, en cours ou non complétées).	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-67	DP3-11	Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions et autres), pour les cinq dernières années (ainsi que les prévisions pour 2022-2023) : a) la dépense totale (opérations et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques (préciser le nombre en équivalent ETC); d) la comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-68	DP3-12	Liste des projets en ressources informationnelles autorisés en 2021-2022 par le Conseil du trésor en vertu de l'article 15 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-69	DP3-13	Liste des projets actifs en ressources informationnelles autorisés par le Conseil du trésor se trouvant en situation de dépassement de coûts.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-70	DP3-14	Total des dépenses en ressources informationnelles des ministères et organismes en 2021 2022, en spécifiant : les dépenses à l'interne et à l'externe incluses dans les dépenses de fonctionnement, les dépenses à l'interne et à l'externe qui ont été capitalisées, et la ventilation, par année et par ministère ou organisme.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-71	DP3-15	Concernant le tableau de bord du Conseil du trésor portant sur les projets informatiques pour l'ensemble du gouvernement du Québec et des réseaux de la santé et de l'éducation, pour les années allant de 2014-2015 jusqu'au présent exercice, fournir les données annuelles suivantes : la liste des projets non-inscrits dans le tableau de bord, la liste des projets qui font l'objet d'une division ou d'une séparation en sous-projets, en spécifiant la valeur globale du projet, le coût relatif à la mise en œuvre du tableau de bord et le coût annuel pour la mise à jour.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-72	DP3-48	Indiquer le nombre d'ETC embauchés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.	Cette demande relève du Protecteur du citoyen
NRP3-73	DP3-49	Indiquer le nombre d'ETC autorisés par le Protecteur du citoyen pour mettre en œuvre la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics.	Cette demande relève du Protecteur du citoyen
NRP3-74	DP3-56	Nom de chacun des dirigeants de l'information, des dirigeants des réseaux de l'information et de chacun des dirigeants sectoriels de l'information, et leur date d'entrée en fonction.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-75	DP3-65	État de situation du suivi suite à l'adoption du projet de loi no 135, Loi renforçant la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-76	DP3-66	Liste des politiques, des guides, des pratiques et des divers services visant à soutenir les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles établis au cours des trois dernières années financières.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-77	DP3-67	Liste des organismes ayant soumis en 2021-2022 une programmation annuelle en vertu de l'article 14 de la Loi sur la gouvernance et la gestion des ressources informationnelles des organismes publics et des entreprises du gouvernement.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-78	DP3-75	Liste et copie des politiques, guides, pratiques et des divers services visant à soutenir les ministères, les organismes publics et les entreprises du gouvernement en matière de ressources informationnelles, établis au cours des trois dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-79	DP3-76	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CSPQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-80	DP3-77	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CSPQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-81	DP3-78	Taux de rétention, par catégorie de personnel, au CSPQ, pour les dix dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-82	DP3-79	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens au CSPQ, et ventilation par corps d'emploi.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-83	DP3-80	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-84	DP3-81	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-85	DP3-87	Liste de tous les comités interministériels dont fait partie ITQ. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-86	DP3-88	Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour ITQ par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-87	DP3-89	Taux de rétention, par catégorie de personnel, à ITQ, pour les dix dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-88	DP3-90	Suivi de l'embauche des 500 informaticiens, à ITQ, et ventilation par corps d'emploi.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-89	DP3-91	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-90	DP3-92	Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-91	DP3-93	Pour chacune des cinq dernières années, le montant consacré par chacun des organismes et des ministères au développement et à la mise en place de services électroniques et informatiques. Fournir une ventilation par organisme et ministère.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-92	DP3-94	Total du montant dépensé en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-93	DP3-95	Total du montant dépensé en ressources internes en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-94	DP3-96	Total du montant dépensé en ressources externes en informatique pour le secteur public québécois en 2021-2022.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique

Étude des crédits 2022-2023
Demande de renseignements particulières du troisième groupe d'opposition - questions non répondues et motif

# demande non-répondue NR	# demande initiale 3e groupe opp	Questions 2022-2023 non répondues	Motif
NRP3-95	DP3-97	Montant accordé aux dix plus gros fournisseurs informatiques du secteur public québécois. Indiquer le nom de chacun de ces fournisseurs.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-96	DP3-98	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des firmes québécoises. Fournir une ventilation par firme.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-97	DP3-99	Pourcentage et montants des contrats informatiques externes qui sont allés à des PME. Fournir une ventilation par firme.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-98	DP3-100	Liste des domaines « .quebec » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-99	DP3-101	Pour les trois dernières années, liste des nouveaux domaines « .qc.ca » employés par les ministères et organismes. Préciser l'année de la mise en ligne.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-100	DP3-102	Liste des concours de recrutement qui se sont tenus pendant l'année 2021-2022 incluant, pour chacun de ces concours : le nombre de postes offerts, le nombre de postulants, la date, la nature (concours réservé ou non), le taux de réussite, la répartition par région administrative, la date de la publication des résultats.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-101	DP3-103	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet SAGIR. Fournir une ventilation par année.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-102	DP3-104	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation de SAGIR.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-103	DP3-105	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à SAGIR, et leur mandat	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-104	DP3-106	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du projet Accès UniQC. Fournir une ventilation par année.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-105	DP3-107	Nouvelle prévision des coûts pour chacune des phases d'implantation d'Accès UniQC.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-106	DP3-108	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés à Accès UniQC, et leur mandat.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-107	DP3-109	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place du Plan pour moderniser le système de justice du Québec. Fournir une ventilation par année et par axe.	Répondue par le Ministère de la Justice
NRP3-108	DP3-110	Nombre d'employés et de ressources externes de la Direction générale du développement des solutions d'affaires et de la Direction générale de l'exploitation des solutions d'affaires affectés au Plan pour moderniser le système de justice du Québec, et leur mandat.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-109	DP3-111	État de l'ensemble des coûts reliés au développement et à la mise en place de RENIR. Fournir une ventilation par année.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-110	DP3-112	Le plan et les échéanciers de mise à jour à la version 12 de la licence Oracle.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-111	DP3-113	L'état d'avancement du projet de Système d'information intégré client (SIIC).	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-112	DP3-114	Le plan et les échéanciers concernant le projet de Système d'information intégré client (SIIC).	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-113	DP3-115	Les frais associés au Système d'information intégré client (SIIC) pour 2021-2022, et les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-114	DP3-116	Pour l'année 2021-2022, indiquer : a) La liste des employés et des membres du conseil d'administration; b) La liste des personnes dont le mandat a été renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération; c) La liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, incluant leur rémunération et leur cv; d) Leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation (ventilé par personne).	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-115	DP3-117	Concernant la « Déclaration de services aux citoyens » : résultats, pour 2021-2022, quant au respect des cibles de délai de traitement. Ventilation par nombre de délais atteints et nombre de délais non atteints pour chacune des cibles et des situations suivantes : a) Une réponse au comptoir de service en vingt minutes ou moins; b) Une réponse en cinq minutes ou moins lorsqu'un appel est acheminé à un centre d'appels; c) Pour un message laissé dans une boîte vocale, un rappel à l'intérieur d'un délai de deux jours ouvrables; d) Une réponse à votre demande (ou l'obtention de l'information quant au délai nécessaire pour y répondre ainsi que les raisons qui le motivent) en dix jours ouvrables ou moins, selon votre demande; e) L'envoi d'un accusé de réception pour une plainte ou un commentaire transmit par courrier électronique, par télécopieur ou par la poste cinq jours ouvrables ou moins à compter de sa réception; f) Le traitement d'une plainte vingt jours ouvrables ou moins suivant sa réception.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-116	DP3-118	Coût horaire moyen des ressources externes, par catégorie d'activité, par année, pour les 10 dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-117	DP3-122	État de situation sur les travaux en infonuagique depuis 2014.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-118	DP3-123	Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les 10 dernières années.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-119	DP3-127	Pourcentage d'utilisation par les ministères et organismes des machines (CPU et mémoires) du CSPQ et d'Infrastructures technologiques Québec. Ventiler par organisme.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-120	DP3-129	Nombre et liste des ministères et organismes ayant recours au service de virtualisation de poste de développement, et coût mensuel pour le service.	Répondue par le Ministère de la Cybersécurité et du Numérique
NRP3-121	DP3-142	Parmi les projets routiers « à l'étude » du PQI, lesquels mèneront à une augmentation de la capacité routière et à une augmentation du parc d'actifs à entretenir?	Répondue par le ministère des Transports
NRP3-122	DP3-143	Crédits affectés, par programme, au transport en commun depuis 2010 et ceux prévus pour 2022-2023, ventilés en fonction des sources de revenus.	Répondue par le ministère des Transports
NRP3-123	DP3-150	Nombre de classes devant être construites chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.	Répondue par le ministère de l'Éducation
NRP3-124	DP3-151	Nombre de classes devant être rénovées chaque année pour atteindre la cible d'implantation de 2600 classes de maternelle 4 ans. Préciser les investissements nécessaires par année.	Répondue par le ministère de l'Éducation
NRP3-125	DP3-158	Concernant le Fonds d'infrastructure du transport en commun du gouvernement fédéral, liste complète des projets déposés par le gouvernement du Québec.	Répondue par le ministère des Transports
NRP3-126	DP3-159	Tableau détaillé et à jour du nombre de femmes dans chacun des conseils d'administration des sociétés d'État, au sens de la Loi sur la gouvernance des sociétés d'État.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NRP3-127	DP3-160	Nombre de femmes occupant un poste de sous-ministre, de sous-ministre associée, de sous-ministre adjointe ou de dirigeante d'organisme en date du 31 mars 2022. Indiquer les mesures prises en 2021-2022 pour tendre vers la parité pour les ministères et organismes avec une sous-représentation féminine.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NRP3-128	DP3-161	Pour les trois dernières années, nombre de titulaires d'emploi supérieur dont la rémunération dépasse les 100 000 $.	Répondue par le ministère du Conseil exécutif
NRP3-129	DP3-162	Détailler la différence entre les dépenses prévues et les dépenses réelles du budget du Conseil du statut de la femme prévu pour l'année 2021-2022.	Répondue par le Secrétariat à la condition féminine
NRP3-130	DP3-164	Depuis cinq ans, par année financière, fournir une ventilation détaillée des compressions demandées par le Conseil du trésor au ministère du Travail et aux organismes sous sa responsabilité. Fournir également les prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NRP3-131	DP3-165	Pour tous les programmes du ministère, pour les cinq dernières années, donner le détail des crédits existants, en incluant les programmes qui ont été abolis.	Répondue par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NRP3-132	DP3-166	Fournir la liste des nouvelles dépenses en 2020-2021 et en 2021-2022. Prévisions pour 2022-2023.	Répondue par le Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale
NRP3-133	DP3-128	Bilan de l'implantation du PAE du Centre d'acquisitions gouvernementales et prévisions pour 2022-2023.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits
NRP3-134	DP3-163	Liste des projets et programmes pour lesquels une analyse différenciée selon le sexe est réalisée. Ventiler par organisme.	Semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 1 - Réduction dépenses TI

Cibles de réduction de dépenses en technologie de l'information pour chacun des ministères, des secrétariats et des organismes.
Le Volume 1 du Budget de dépenses 2022-2023 – Stratégie de gestion des dépenses et Renseignements supplémentaires présente à la page 18 les économies prévues pour l'amélioration de la gestion en informatique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 2 - Révision des programmes et des contrats

Liste des programmes et des contrats soumis à un exercice de révision.
La réponse à cette demande se trouve dans le document Stratégie de gestion des dépenses 2022-2023 - Renseignements supplémentaires 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 3 - Dérogations - gel d'embauche

Nombre de demandes et nombre de dérogations accordées par ministère, pour chaque année financière, depuis le 24 avril 2014 concernant le gel des embauches imposé aux ministères et organismes dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Le 31 mars 2020, dans le contexte d'incertitude découlant de la COVID-19, un gel d'embauches a été demandé aux ministères et organismes (MO), dont le personnel est assujetti à la Loi sur la fonction publique. Ce gel a été levé le 12 mai 2020.

53 demandes de dérogations ont été présentées au SCT pour autorisation :

- 21 ont été traitées avant la levée du gel et 32 ont été suspendues.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 4 - Économies - gel d'embauche

Total des sommes économisées par la mesure du gel des embauches en 2021-2022. Fournir une ventilation par ministère.
Aucune économie n'a été réalisée à cet égard puisqu'il n'y a pas eu de gel d'embauche en 2021-2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 5 - Économies - resserrement octroi des subventions

Total des sommes, récurrentes et non récurrentes, économisées au cours des cinq dernières années par les ministères et organismes budgétaires en raison du resserrement de l'octroi et de la promesse de subventions. Fournir une ventilation par ministère et organisme. Prévisions pour 2022-2023.
Les résultats publiés aux comptes publics de chacun des exercices incluent globalement l'impact de cette mesure.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 6 - Unités autonomes - chiffre d'affaires

Pour chacune des unités autonomes de service : part du chiffre d'affaires pour chacune des cinq dernières années qui ne provient pas d'un ministère ou d'un organisme du gouvernement du Québec.

Au 31 mars 2021, deux unités autonomes de services étaient toujours en activité, soit le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale du ministère de la Sécurité publique et le Centre de gestion de l'équipement roulant du ministère des Transports.

Des informations relatives au Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale sont publiées au rapport annuel 2020-2021 du ministère de la Sécurité publique. Pour 2019-2020, le Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale a réalisé des revenus autonomes pour la vente de services accessoires totalisant la somme de 3 746,5 K$. Ces revenus autonomes contribuent pour 18,9 % du financement du Laboratoire. Il est important de mentionner que 92,1 % de ses revenus autonomes, proviennent de l'entente fédérale concernant le financement des coûts associés à l'établissement des profils génétiques (ADN) pour le fichier criminalistique du Québec.

Pour ce qui est du Fonds de gestion de l'équipement roulant, la grande majorité de ses revenus totalisant 124 524,4 k$ en 2020-2021 proviennent de ses activités commerciales. Les clients du Fonds sont le ministère des Transports, les autres ministères, les organismes, les organismes liés au réseau de la santé et des services sociaux, les organismes liés au réseau de l'éducation, les organismes municipaux, les municipalités ainsi que les organismes fédéraux et amérindiens.

.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 7 - Postes régionalisés - MO

Concernant l'affirmation en lien avec la Stratégie des dépenses 2022-2023, selon laquelle « 1334 postes ont été régionalisés entre octobre 2018 et janvier 2022 », fournir, par année : a) Ventilation du nombre d'ETC par ministère et organisme; b) Ventilation du nombre d'ETC par catégorie d'emploi; c) Ventilation du nombre d'ETC hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal; d) Liste des directions transférées.

a) Ventilation du nombre d'ETC par ministère et organisme pour la période du 1er octobre 2018 au 31 janvier 2021

Cette demande est répondue par la demande de renseignement généraux numéro 47.

b) Ventilation du nombre d'ETC par catégorie d'emplois pour la période du 1er octobre 2018 au 31 janvier 2021

Catégories d'emplois	Emplois régionalisés
Cadre	7
Ouvrier	1
Personnel de bureau	109
Professionnel	219
Technicien	140
Total	476

b) Ventilation du nombre d'ETC par catégorie d'emplois pour la période du 1er février 2021 au 31 janvier 2022

Catégories d'emplois	Emplois régionalisés*
Agent de la paix	(15)
Cadre	17
Haute direction	0
Ouvrier	(33)
Personnel de bureau	57
Professionnel	621
Technicien	211
Total	858

* Informations non-disponibles pour : Hydro-Québec, ministère de l'Éducation, Société québécoise des infrastructures et Tribunal administratif du logement.

c) Ventilation du nombre d'ETC hors des régions métropolitaines de Québec et de Montréal

Cette demande est répondue par la demande de renseignement généraux numéro 47.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 8 - Employés dans les unités autonomes

Liste des unités autonomes de service, nombre d'employés et date d'entrée en opération.

UNITÉS AUTONOME DE SERVICES (UAS)	ETC TOTAL UTILISÉ	DATE D'ENTRÉE EN OPÉRATION
Centre de gestion de l'équipement roulant – MTQ	376 ETC selon le Rapport annuel de gestion 2020-2021 du ministère des Transports	1997-06-13
Laboratoire de sciences judiciaires et de médecine légale - MSP	169 ETC selon le Rapport annuel de gestion 2019-2020 (Le rapport annuel de gestion 2020-2021 de l'organismes n'est pas disponible)	1996-10-01

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 9 - Écarts salariaux médecins, spécialistes et omnipraticiens versus autres provinces

Comparaison des écarts salariaux en 2021-2022 entre les médecins, spécialistes et omnipraticiens, et leurs équivalents des autres provinces. Fournir une ventilation par spécialité.
L'information concernant les salaires des médecins se trouve sur le site Internet de l'Institut canadien d'information sur la santé (ICIS) : https://www.cihi.ca/fr/les-medecins-au-canada Les informations contenues dans ce site constituent la source de données privilégiée par le gouvernement. En ce qui concerne les médecins spécialistes, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé, intitulée Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017, est accessible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/Nouvelles/Rapport_ICIS.pdf

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 10 - Négociateur - rémunération des médecins FMSQ et FMOQ

Copie des contrats d'embauche des personnes négociant au nom du gouvernement la prochaine entente de rémunération des médecins du Québec avec la FMSQ et la FMOQ. Nombre d'heures facturées jusqu'à présent par ces personnes. Nombre de rencontres avec la FMSQ et la FMOQ.
Aucun contrat n'a été octroyé en 2021-2022 pour négocier avec la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) ni avec la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ). Les négociations qui ont eu lieu avec la FMSQ et avec la FMOQ ont été réalisées par le personnel de l'État, en collaboration avec la Négociatrice en chef du gouvernement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 11 - Formation

Liste complète des formations (incluant les formations continues et celles menant à l'obtention d'une certification ou d'un diplôme), conférences, ateliers, journées d'activité, activités de développement, sommets, congrès, etc. auxquels ont participé les employés du Secrétariat et des organismes qui en relèvent au cours de l'année 2021-2022. Indiquer le lieu, le coût, les dates de participation, le nombre de participants, le nom de la personne ou de l'organisme ayant offert l'activité, le nom de la formation ou de l'activité.
L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphes 22 et 23). https://www.tresor.gouv.qc.ca/acces-a-linformation/acces-a-linformation/renseignements-relatifs-aux-depenses/

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 12 - Écarts salariaux TI

Comparaison des écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et ceux du secteur privé, par statut et par classe d'emploi.
L'information sur les écarts salariaux entre les employés de la fonction publique œuvrant en technologies de l'information et les employés du secteur privé se trouve dans le rapport *Rémunération des salariés – État et évolution comparés,* disponible sur le site Internet de l'Institut de la statistique du Québec : https://statistique.quebec.ca/fr/document/remuneration-des-salaries-etat-et-evolution-compares

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 13 - Programmes gouvernementaux depuis 2003

Nombre et liste des programmes gouvernementaux depuis 2003; ventilation par année. Également, nombre de programmes abolis et créés depuis le 1er octobre 2018.
Le volume 1 « Stratégie de gestion des dépenses et renseignements supplémentaires » du Budget de dépenses 2022-2023 présente un bilan général des réalisations relativement à la gestion des programmes gouvernementaux. Les renseignements relatifs aux programmes budgétaires des portefeuilles ministériels figurent au volume 3 « Crédits et dépenses de portefeuilles » du Budget de dépenses 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 14 - PQI, avancement, financement, budget final 5 dernières années

Liste des projets inscrits au Plan québécois des infrastructures, incluant l'état d'avancement, le financement accordé par année au cours des cinq dernières années, le budget final prévu et l'évolution du budget final au cours des cinq dernières années.

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la rubrique 2 « Investissements prévus au plan par secteur » de la section B.

- Les notes 1 à 8 permettent de suivre l'état d'avancement des projets entre 2 PQI, comme mentionné à la page B.17;
- Seuls les coûts des projets en réalisation sont indiqués afin de respecter le pouvoir de décision du conseil de ministres et pour réduire le risque de collusion, comme mentionné à la p. A.17.

Par ailleurs, le Secrétariat du Conseil du trésor publie à son Tableau de bord des projets d'infrastructure de 20 millions de dollars et plus sous la rubrique « Infrastructures publiques » de son site Web[1], différentes informations sur les projets d'infrastructure.

[1] https://www.tresor.gouv.qc.ca/infrastructures-publiques/tableau-de-bord/.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 15 - Crédits octroyés Fonds de suppléance 5 dernières années

Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.
Le tableau en annexe présente les recours au Fonds de suppléance octroyés jusqu'au 31 mars 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 15 – Fonds de suppléance 2021-2022

Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.

Du:				Au:			
Portefeuille	**Programme**	**Élément**		**Portefeuille**	**Programme**	**Élément**	**Montant**
							(milliers de dollars)
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	05	01					
				Affaires municipales et Habitation	03	01	7 252,7
				Affaires municipales et Habitation	03	02	50,0
				Affaires municipales et Habitation	03	02	15 000,0
				Affaires municipales et Habitation	03	02	1 000,0
				Affaires municipales et Habitation	05	01	400,0
				Affaires municipales et Habitation	05	01	4 886,1
				Affaires municipales et Habitation	07	01	117,8
				Affaires municipales et Habitation	07	01	2 000,0
				Affaires municipales et Habitation	07	01	1 100,0
				Affaires municipales et Habitation	07	01	35 500,0
				Affaires municipales et Habitation	07	03	246 488,5
				Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	02	165,5
				Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	03	1 600,0
				Agriculture, Pêcheries et Alimentation	01	07	700,0
				Agriculture, Pêcheries et Alimentation	02	02	1 000,0
				Conseil exécutif	02	03	2 300,0
				Conseil exécutif	02	05	6 200,0
				Conseil exécutif	02	05	4 680,0
				Conseil exécutif	04	02	1 420,0
				Conseil exécutif	04	02	1 000,0
				Conseil exécutif	05	01	80,0
				Conseil exécutif	07	01	1 970,0
				Conseil exécutif	08	01	25 000,0
				Conseil exécutif	08	01	35 000,0
				Culture et Communications	01	02	800,0
				Culture et Communications	02	01	3 860,0
				Culture et Communications	02	01	2 500,0
				Culture et Communications	02	01	2 000,0
				Culture et Communications	02	01	155,0
				Culture et Communications	02	01	1 000,0
				Culture et Communications	02	01	1 000,0
				Culture et Communications	02	01	800,0
				Culture et Communications	02	01	250,0
				Culture et Communications	02	02	1 200,0
				Culture et Communications	02	02	5 773,8
				Culture et Communications	02	03	15 101,6
				Culture et Communications	02	04	4 000,0
				Culture et Communications	02	04	50 000,0
				Culture et Communications	02	04	6 500,0
				Culture et Communications	02	04	45 500,0
				Culture et Communications	02	05	5 000,0
				Culture et Communications	02	06	41 000,0
				Culture et Communications	02	06	10 400,0
				Culture et Communications	02	07	2 500,0
				Culture et Communications	02	07	2 500,0
				Culture et Communications	02	08	606,3
				Économie et Innovation	02	01	9 000,0
				Économie et Innovation	02	02	33 900,0
				Économie et Innovation	02	03	50,0
				Économie et Innovation	02	03	20 000,0
				Économie et Innovation	02	03	158 510,4
				Économie et Innovation	03	02	9 700,0
				Économie et Innovation	03	03	6 039,9
				Économie et Innovation	03	04	3 000,0
				Économie et Innovation	03	05	300,0
				Économie et Innovation	04	01	19 000,0
				Économie et Innovation	04	02	40 000,0
				Éducation	01	01	50,0
				Éducation	01	01	3 342,9
				Éducation	01	02	87 669,3
				Éducation	01	03	20 193,9
				Éducation	01	04	300,0
				Éducation	01	04	200,0
				Éducation	01	04	6 374,1
				Éducation	01	05	1 263,6
				Éducation	01	06	509,4
				Éducation	01	07	50,0
				Éducation	01	07	439,1
				Éducation	01	08	2 711,6
				Éducation	02	02	20 325,4
				Éducation	02	03	7 920,0
				Éducation	04	01	250,0
				Éducation	04	01	160 989,5
				Éducation	04	02	728,2
				Éducation	04	04	75,0
				Éducation	04	04	11 073,5
				Éducation	04	05	3 919,9
				Éducation	05	01	2 345,0

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 15 – Fonds de suppléance 2021-2022

Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.

Du:			Au:			
Portefeuille	**Programme**	**Élément**	**Portefeuille**	**Programme**	**Élément**	**Montant**
						(milliers de dollars)
			Éducation	05	01	31 060,0
			Éducation	07	02	3 972,9
			Énergie et Ressources naturelles	01	01	2 000,0
			Énergie et Ressources naturelles	01	03	31 287,1
			Énergie et Ressources naturelles	01	05	2 300,0
			Enseignement supérieur	01	01	673,5
			Enseignement supérieur	01	01	50,0
			Enseignement supérieur	01	02	713,8
			Enseignement supérieur	01	03	525,0
			Enseignement supérieur	01	03	190,0
			Enseignement supérieur	04	02	51 258,9
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	02	2 630,2
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	02	261,8
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	02	24,0
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	02	1 512,0
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	02	372,6
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	03	4 256,0
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	03	3 400,0
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	04	270,1
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	04	1 157,4
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	05	2 048,8
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	05	1 468,1
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	05	576,0
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	07	220,0
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	07	721,0
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	01	07	3 000,0
			Environnement et Lutte contre les changements climatiques	02	01	350,0
			Famille	01	02	6 600,0
			Famille	02	00	1 850,0
			Famille	02	01	200,0
			Famille	02	01	2 020,0
			Famille	02	01	350,0
			Famille	02	02	3 900,0
			Famille	03	05	78 233,6
			Famille	03	06	32 902,9
			Famille	03	07	33 177,3
			Famille	04	02	300,0
			Famille	04	02	900,0
			Famille	04	02	700,0
			Famille	04	02	3 100,0
			Finances	02	03	85 700,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	5 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	01	7 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	04	10 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	02	04	50 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	03	02	200,0
			Forêts, Faune et Parcs	03	02	6 100,0
			Forêts, Faune et Parcs	03	02	700,0
			Forêts, Faune et Parcs	03	03	5 000,0
			Forêts, Faune et Parcs	03	03	856,6
			Forêts, Faune et Parcs	03	03	87,1
			Justice	01	01	1 081,3
			Justice	01	02	818,6
			Justice	01	03	75,0
			Justice	01	03	8 820,1
			Justice	01	04	322,5
			Justice	01	04	2 050,0
			Justice	02	03	1 648,0
			Justice	05	01	471,4
			Justice	05	02	1 200,0
			Justice	06	02	5 911,3
			Justice	07	02	800,0
			Justice	07	03	6 860,9
			Le Protecteur du citoyen	01	01	823,2
			Le Protecteur du citoyen	01	01	194,9
			Le Vérificateur général	02	01	1 490,0
			Le Commissaire au lobbyisme	04	01	608,3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 15 – Fonds de suppléance 2021-2022

Pour les cinq dernières années, détail de l'utilisation des crédits octroyés à chacun des éléments 1, 2, et 3 du programme 5 – Fonds de suppléance.

Du:				**Au:**			
Portefeuille	**Programme**	**Élément**		**Portefeuille**	**Programme**	**Élément**	**Montant**
							(milliers de dollars)
				Relations internationales et Francophonie	02	01	300,0
				Relations internationales et Francophonie	02	03	27 750,0
				Santé et Services sociaux	02	01	200,0
				Santé et Services sociaux	02	08	1 552,5
				Santé et Services sociaux	02	13	345,0
				Sécurité publique	01	01	1 162,2
				Sécurité publique	02	01	26 696,8
				Sécurité publique	02	01	2 614,9
				Sécurité publique	02	01	324,2
				Sécurité publique	02	01	5 780,5
				Sécurité publique	02	01	689,7
				Sécurité publique	02	02	6 178,7
				Sécurité publique	03	01	10 500,0
				Sécurité publique	03	01	300,0
				Sécurité publique	03	03	130,0
				Sécurité publique	04	01	40,0
				Sécurité publique	04	01	945,7
				Sécurité publique	04	01	281,3
				Sécurité publique	04	02	50,0
				Sécurité publique	04	02	10,0
				Sécurité publique	04	03	8 400,0
				Sécurité publique	04	03	2 832,9
				Sécurité publique	04	03	9 997,4
				Sécurité publique	04	03	2 000,0
				Sécurité publique	04	03	703,7
				Sécurité publique	04	03	3 582,9
				Sécurité publique	04	03	1 406,5
				Sécurité publique	04	04	1 984,6
				Sécurité publique	04	04	1 000,0
				Sécurité publique	04	04	1 340,0
				Sécurité publique	04	04	400,0
				Sécurité publique	04	04	296,4
				Sécurité publique	04	04	511,6
				Sécurité publique	04	04	1 750,0
				Sécurité publique	05	01	2 000,0
				Sécurité publique	05	01	600,0
				Sécurité publique	05	01	151,8
				Sécurité publique	05	02	1 850,0
				Tourisme	01	02	100,0
				Tourisme	02	01	20 600,0
				Tourisme	02	01	7 000,0
				Tourisme	02	01	18 000,0
				Tourisme	02	02	2 500,0
				Tourisme	02	02	5 000,0
				Tourisme	02	02	2 300,0
				Tourisme	02	02	2 000,0
				Tourisme	02	03	10 000,0
				Tourisme	03	01	3 560,0
				Tourisme	03	02	15 045,8
				Tourisme	03	03	4 513,3
				Transports	01	01	1 120 000,0
				Transports	01	01	18 000,0
				Transports	01	01	471 900,0
				Transports	01	01	96 500,0
				Transports	01	02	45 972,7
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	05	02					
				Affaires municipales et Habitation	03	03	42 000,0
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	05	04					
				Économie et Innovation	02	03	100 000,0
				Économie et Innovation	02	03	2 500,0
				Économie et Innovation	02	03	50 000,0
				Le Commissaire au lobbyisme	04	01	1 074,3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 16 - Pénalités contractuelles

Tous les documents produits par le Conseil du trésor, le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales et Infrastructures technologiques Québec et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels depuis les dix dernières années.
Aucune pénalité n'a été appliquée à des contractuels en 2021-2022 par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 17 - Programmes de financement ou de subventions

Pour le Secrétariat et chacun des organismes qui en relèvent, fournir, pour 2021-2022, la liste des programmes de financement ou de subventions, le montant global attitré au programme, la direction du ministère ou de l'organisme qui en a la gestion, en indiquant, pour chacun : a) le nom et la nature des projets qui ont obtenu un financement ou une subvention; b) le nom du ou des organismes bénéficiaires; c) le montant qui leur a été accordé. Fournir également, pour chaque programme, la liste des projets qui ont été rejetés.

Subventions accordées par le SCT en 2021-2022 :

Programme 1 : Soutien au conseil du trésor	
Université Laval (UL)	200,0 k$
Programme 2 : Soutien aux fonctions gouvernementales	
Autorité des marchés publics (AMP)	17 019,9 k$
Université Laval (UL)	1 200,0 k$
Société québécoise des infrastructures (SQI)	1 000,0 k$
École nationale d'administration publique (ENAP)	1 000,0 k$
Total	20 419,9 k$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMERO 18 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.

Comité	MO responsable	Descriptif	Statut du comité	MO participants	CAG responsable	Fréquense des rencontres	Frais encourus
Cellule d'innovation	SCT	Évolution de l'offre de service du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) en sélection de personnels. La cellule d'innovation se veut être un espace de partage et de réflexion et a pour principaux objectifs de : • Identifier les besoins des MO en matière d'évaluation dans le cadre du nouveau processus de dotation; • Réfléchir aux outils et à l'accompagnement qui pourraient faire partie de l'offre de service du SCT en matière d'évaluation et de sélection du personnel.	Formel	Tous	Sonia Carpentier	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Réseau en promotion des saines habitudes de vie	SCT	Le Réseau assumera, entre autres, les rôles de : • développer une compréhension commune de la promotion des saines habitudes de vie; • perfectionner la connaissance et les compétences des conseillers; • soutenir les conseillers en promotion des saines habitudes de vie en favorisant les échanges et le partage d'outils entre eux, de même que la mise en commun de leurs expériences.	Formel	Tous	Sonia Carpentier	3 rencontres par année	
Groupe d'échanges SST	SCT	Ce groupe permet : - le partage des connaissances/informations en prévention SST et COVID19	Informel	Tous	Sonia Carpentier	À toutes les 2 semaines	
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la Fonction publique du Québec		La mission du Forum est de promouvoir la concertation, l'échange et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources humaines dans la fonction publique du Québec.	Formel	Tous	Sonia Carpentier	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Comité de concertation - promotion des emplois de la fonction publique	SCT	Le but du comité interministériel est la transmission d'informations pertinentes, le partage des bonnes pratiques et l'identification de nos besoins	Formel	Tous	Sonia Carpentier	Fréquence variable	
Assemblée des conseillers en relations de travail	SCT	Ce réseau a pour but, notamment, de donner les dernières orientations du SCT en matière de relations de travail, de partager de bonnes pratiques entre MO et de discuter de cas plus complexes qui peuvent avoir un intérêt général.	Formel	Tous	Sonia Carpentier	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Réseau des gestionnaires en gestion de la main-d'œuvre	Aucun	Ce réseau a pour but, notamment, de discuter de la mise en place des dernières orientations du SCT en la matière, de partager de bonnes pratiques entre MO et de discuter de cas plus complexes qui peuvent avoir un intérêt général.	Informel	Tous	Sonia Carpentier	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Réseau des gestionnaires en relations professionnelles	Aucun	Ce réseau a pour but, notamment, de discuter de la mise en place des dernières orientations du SCT en la matière, de partager de bonnes pratiques entre MO et de discuter de cas plus complexes qui peuvent avoir un intérêt général.	Informel	Tous	Sonia Carpentier	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Comité interministériel du développement durable (CIDD)	MELCC	Le CIDD est d'abord un lieu d'échanges, d'information et de promotion du développement durable. Son mandat est de soutenir et d'accompagner le MELCC pour la réalisation des mandats que lui confie la Loi sur le développement durable. Pour ce faire, il favorise la concertation et l'harmonisation des diverses interventions menées au sein de l'administration publique québécoise. Le CIDD participe à la coordination du suivi de la mise en œuvre de la Stratégie gouvernementale de développement durable et à la production des états d'avancement périodiques ainsi que des rapports de mise en œuvre requis par la Loi sur le développement durable.	Formel	Tous	François Vaillancourt	Environ 3 rencontres par année	
Forum des gestionnaires en ressources financières	SCT	La mission du Forum est de promouvoir la concertation, l'échange et l'action dans le but d'améliorer l'efficacité et l'efficience de la gestion des ressources financières dans la fonction publique du Québec.	Formel	Tous	Éric Sergerie	De 3 à 4 rencontres par année selon les besoins	
Table d'échanges en ressources financières	Contrôleur des finances	Table ayant pour objectif de discuter de questions et de problématiques en ressources financières dans SAGIR.	Formel	Tous	Éric Sergerie	Aux 2 ou 3 mois selon le nombre de sujets	

NUMERO 18 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.

Comité	MO responsable	Descriptif	Statut du comité	MO participants	CAG responsable	Fréquense des rencontres	Frais encourus
Comité provincial des indicateurs	MSSS	L'objectif est d'élaborer les indicateurs de performance du réseau de la santé en lien avec les acquisitions.	Formel	Réseau de la santé	François Gaudreault	4 à 6 fois par année	
Organisation de sécurité civile du Québec (OSCQ)	MJQ	Planifier les mesures de sécurité civile à l'échelle nationale et, en cas de sinistre majeur, coordonner les opérations menées par chacun des responsables de mission selon le Plan national de sécurité civile (PNSC).	Formel	MSP, Bureau du coroner, CNESST, CSPQ, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCE – Urgence Québec, MEES, MEI, MELCC, MERN, MFA, MFFP, MIFI, MFQ, MJQ, MRIF, MSSS, MTESS, MTQ, RBQ, SAA, SCT, SHQ, SQ, STQ, RQ et Tourisme Québec.	François Vaillancourt	Quelques fois par année	
Comité national en logisitique et approvisionnement (CNLA)	MSSS	Favoriser le réseautage de la communauté de pratique en logistique et approvisionnement pour le développement stratégique efficient des pratiques (par domaine et par région) de la recherche, au niveau du MSSS, l'amélioration des processus, obtention des gains et transformation du RSSS le plus rapidement possible.	Formel	Réseau de la santé	Sébastien Gagnon, Mélanie Raymond, Jean-Sébastien Ouimette	10 fois par année	
Comité national en logisitique et approvisionnement exécutif (CNLA)	MSSS	Le comité exécutif est décisionnel et relève du CNLA dans le but d'assurer la réalisation des objectifs du RSSS en approvisionnement et logistique. Il assure la bonne coordination des comités appropriés. Il assure l'implantation des bonnes pratiques pour l'ensemble du réseau par la priorisation des différents projets, il favorise les différentes activités et actions pour la réalisation des objectifs.	Formel	Réseau de la santé	Mélanie Raymond	5 fois par année	
Comité provincial des approvisionneurs (CPA) et les trois comités tactiques d'approvisionnement du réseau de la santé	MSSS	Recommander les orientations et les priorités annuelles des dossiers d'appel d'offres, Fournir des orientations sur des dossiers d'appel d'offres problématiques, Assurer une synergie entre les différents établissements membres et le CAG, S'assurer de la qualité et de l'efficacité des processus de gestion contractuelles, Soutenir l'adoption des pratiques exemplaires dans le domaine des approvisionnements et de la logistique, Partage des expertises entre établissements et le CPA, Favoriser l'identification et l'adhésion au plus grand nombre de dossiers d'appel d'offres communs.	Formel	Réseau de la santé	Sébastien Gagnon, Mélanie Raymond , Jean-Sébastien Ouimette	4 fois par année	
Comité provincial aviseur des pharmaciens	MSSS	Assure une harmonisation des pratiques quant aux stratégies d'approche aux marchés afin de garantir une saine concurrence et une sécurité d'approvisionnement en produits pharmaceutiques pour l'ensemble de la province, et ce, dans un rapport de coût optimisé pour le réseau de la santé et des services sociaux.	Formel	Réseau de la santé	Isabelle Bernard	Aux 2 semaines	
Comité stratégique du Ministère de l'éducation	MEQ	Provoquer une réflexion et des actions concertées en regard des recommandations émises par le comité tactique provincial en approvisionnement pour le réseau de l'éducation (CTPACSS-CS) et créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement à l'échelle provinciale pour les centres de services scolaires et les commissions scolaires (CSS-CS).	Formel	Réseau de l'éducation	Sébastien Gagnon et Jean-Sébastien Ouimette, François Vaillancourt, Simon Talbot	3 fois par année (environ)	
Comité stratégique du Ministère de l'Enseignement supérieur	MES	Provoquer une réflexion et des actions concertées en regard des recommandations émises par les comités tactiques provinciaux en approvisionnement pour le réseau des Cégeps (CTPAC) et le réseau des universités (CTPAU) et créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement à l'échelle provinciale pour ces réseaux.	Formel	Réseaux de l'enseignement supérieur (cégeps et universités)	Sébastien Gagnon et Jean-Sébastien Ouimette, François Vaillancourt, Simon Talbot	3 fois par année (environ)	
Comité MSSS-CAG (ancien CPAC)	MSSS	Vise à améliorer les relations entre les groupes d'intérêts, de discuter des enjeux rencontrés et convenir de stratégies ou de de pistes de solutions afin d'améliorer les pratiques. Développe et obtient une orientation commune quant à la suite des travaux de l'ensemble des membres de la CPAC et des intervenants du MSSS.	Formel	Réseau de la santé	Sébastien Gagnon, Jean-Sébastien Ouimette, Mélanie Raymond	1 fois par mois environ	
Comité stratégique des MO	À venir	Provoquer une réflexion et des actions concertées en regard des recommandations émises par les comités tactiques provinciaux en approvisionnement pour le réseau des MO et créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement à l'échelle provinciale pour les MO.	Formel	Réseau des MO	François Vaillancourt	3 fois par année	

NUMERO 18 – Comités interministériels

Liste de tous les comités interministériels dont fait partie le CAG. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le nombre de rencontres, le budget et les résultats.

Comité	MO responsable	Descriptif	Statut du comité	MO participants	CAG responsable	Fréquense des rencontres	Frais encourus
Comité tactique CSS (Centre de services scolaire)	Réseau de l'éducation	Ce comité vise à identifier les nouveaux regroupements d'achats. Proposer les orientations et les priorités annuelles des dossiers d'appels d'offres. Analyser les opportunités de joindre les regroupements d'achats en vigueur. Provoquer une réflexion et des actions concertées afin de créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement dans le réseau. Assurer la connexion et les communications avec l'ensemble des établissements du réseau. Suivi de la participation des membres de son réseau à l'aide des rapports de consommation. Voit à la réalisation et à l'atteinte des cibles gouvernementales pour le réseau de l'éducation.	Formel	Réseau de l'éducation	Jean-Sébastien Ouimette et Serge Tardif	4 fois par année	
Comité tactique des Cégeps	Réseau de l'Enseignement supérieur	Ce comité vise à identifier les nouveaux regroupements d'achats. Proposer les orientations et les priorités annuelles des dossiers d'appels d'offres. Analyser les opportunités de joindre les regroupements d'achats en vigueur. Provoquer une réflexion et des actions concertées afin de créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement dans le réseau. Assurer la connexion et les communications avec l'ensemble des établissements du réseau. Suivi de la participation des membres de son réseau à l'aide des rapports de consommation. Voit à la réalisation et à l'atteinte des cibles gouvernementales pour le réseau de l'Enseignement supérieur.	Formel	Réseaux de l'Enseignement supérieur (cégeps)	Jean-Sébastien Ouimette et Serge Tardif	4 fois par année	
Comité tactique des Universités	Réseau de l'Enseignement supérieur	Ce comité vise à identifier les nouveaux regroupements d'achats. Proposer les orientations et les priorités annuelles des dossiers d'appels d'offres. Analyser les opportunités de joindre les regroupements d'achats en vigueur. Provoquer une réflexion et des actions concertées afin de créer une synergie pour une gestion efficiente de l'approvisionnement dans le réseau. Assurer la connexion et les communications avec l'ensemble des établissements du réseau. Suivi de la participation des membres de son réseau à l'aide des rapports de consommation. Voit à la réalisation et à l'atteinte des cibles gouvernementales pour le réseau de l'Enseignement supérieur.	Formel	Réseaux de l'Enseignement supérieur (cégeps)	Jean-Sébastien Ouimette et Serge Tardif	4 fois par année	
CSPADM (Comité stratégique provinciale d'acquisition de dispositifs biomédicaux)	MSSS	Ce comité vise à échanger avec les ingénieurs du réseau sur les projets à venir et les enjeux dans les différents dossiers.	Formel	Réseau de la santé	Jean-Sébastien Ouimette, Mélanie Raymond	4 à 6 fois par année	
Comité de coordination et de suivi des acquisitions de fournitures médicales spécialisées et d'appareils médicaux	MSSS	Table pour discuter avec les médecins spécialistes et le MSSS des dossiers qui les concernent. Rédaction de demande de dérogation, de clause spéciale, de partenariat. etc.	Formel	Réseau des médecins spécialistes	Jean-Sébastien Ouimette	4 à 6 fois par année	
Comité consultatif stratégique	cag	déterminer les besoins respectifs de chacun des partenaires qui seront partie prenante des travaux d'élaboration du Plan des acquisitions gouvernementales, et des prochains arrêtés qui en découleront. Le CAG planifiera ainsi ses opérations pour répondre aux besoins de l'ensemble de sa clientèle.		Tous les MO sauf santé et éducation	François Vaillancourt	6 fois dams l'année	aucun
Comité tactique provincial en approvisionnement	cag	déterminer les besoins respectifs de chacun des partenaires qui seront partie prenante des travaux d'élaboration du Plan des acquisitions gouvernementales, et des prochains arrêtés qui en découleront. Le CAG planifiera ainsi ses opérations pour répondre aux besoins de l'ensemble de sa clientèle.		Tous les MO sauf santé et éducation	François Vaillancourt	5 fois dans l'année	aucun
Comité de l'OSCQ sur les travaux de révision de la Loi sur la sécurité civile	Ministère de la sécurité publique	Comité de l'OSCQ ayant comme objectif d'alimenter les réflexions sur la révision de la LSC en lien avec les constats, enjeux et solutions à considérer en vue d'améliorer la gestion des risques et la réponse aux sinistres à l'échelle gouvernementale.	travaux en cours	MSP, CAG, Bureau du coroner, CNESST, HQ, MAMH, MAPAQ, MCC, MCE, MCE – Urgence Québec, MCN, MEI, MELCC, MEQ, MERN, MES, MF, MFFP, MIFI, MFQ, MJQ, MRIF, MSSS, MTESS, MTO, MTQ, RRQ, SAA, SCT, SHQ, SQ, STQ et RQ	François Vaillancourt	2 fois dans l'année	aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 19 – Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information

Nombre de techniciens et de professionnels œuvrant en technologies de l'information pour le CAG par année, pour les dix dernières années, en équivalent ETC.

Le tableau suivant fait état des effectifs de niveau technique et professionnel œuvrant en technologies de l'information, en date du 28 février 2022.

Catégorie d'emploi	Nombre d'effectifs	ETC
Professionnels	18	18
Techniciens et assimilés	3	3
Total	21	21

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 20 – Taux de rétention du personnel

Taux de rétention par catégorie de personnel au CSPQ pour les années entre 2010-2011 et 2019-2020. Depuis la division du CSPQ entre l'ITQ et CAG, le taux de rétention pour chacun des organismes.

Taux de rétention* par catégories d'emploi	2021-2022 (au 28 février 2022) (%)
Cadres	89,7
Professionnels	100,0
Techniciens et assimilés	100,0
Personnel de bureau	93,8
Ouvriers	-
TAUX GLOBAL	**100,0**

* Le taux de rétention est la proportion du personnel en poste dans l'année visée (incluant les embauches) par rapport à ceux ayant quitté pour des motifs de retraite, de mutation (départ), de promotion avec concours (départ) et de démission.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 21 – Pénalités appliquées aux contrats pour les 10 dernières années

Documents produits par l'organisme et faisant état des pénalités appliquées à des contractuels ces dix dernières années.
Aucune pénalité n'a été appliquée aux contrats entre le 1er avril 2021 et le 28 février 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 22 – Coût moyen des ressources externes pour les 10 dernières années

Coût horaire moyen des ressources externes, par année, pour les dix dernières années.
Pour 2021-2022, le coût horaire moyen des ressources externes du CAG est de 83$.

Compte tenu de la mise en place du Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) au 1er septembre 2020, les données présentées couvrent la période du 1er septembre 2020 au 28 février 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 23 - Études, analyses et recherche

Copie de tous les travaux et de toutes les études, analyses et recherches réalisés pour et par le Conseil du trésor concernant le CSPQ, le Centre d'acquisitions gouvernementales ou Infrastructures technologiques Québec.
Cette demande relève davantage du Secrétariat du Conseil du trésor et nous leur laissons le soin d'y répondre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 24 - Projets AGILE

Nombre de projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
Il n'y a eu aucun projet utilisant le concept AGILE au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 25 - Liste des projets AGILE

Liste des projets au CSPQ, au Centre d'acquisitions gouvernementales ou à Infrastructures technologiques Québec qui utilisent le concept AGILE. Ventiler par organisme.
Il n'y a eu aucun projet utilisant le concept AGILE au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG) du 1er avril 2021 au 28 février 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
CENTRE D'ACQUISITIONS GOUVERNEMENTALES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION

NUMÉRO 26 – Projets informatiques en cours au CAG

Liste de projets informatiques en cours au CAG par projet en détaillant les phases passées et à venir. Spécifier les coûts engagés et à venir pour chacun des projets ainsi que les projets ayant un retard.
Du 1er avril 2021 au 28 février 2022 inclusivement, il y a eu cinq (5) projets informatiques en cours au Centre d'acquisitions gouvernementales (CAG). De ce nombre, il y en a deux (2) relevant du ministère de la Cybersécurité et du Numérique (MCN), anciennement Infrastructures Technologiques Québec (ITQ), dont le CAG ne fait que coordonner les travaux au sein du CAG, soient les projets Migration Office 365 (phase d'exécution) et Communications IP centralisées (phase d'exécution). Les efforts consacrés par le CAG, pour cette coordination, sont respectivement de 80 j-p. et de 100 j-p. Le projet du Système de gestion des acquisitions gouvernementales (SGAG) qui est en phase de planification et estimé à environ 30 M$. Un dossier d'affaires est à finaliser et à faire autoriser par le Conseil du trésor pour l'année financière 2022-2023.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 27 - Coût achat terrains maisons des aînés

Sommes consacrées à l'achat des terrains destinés à accueillir les « maisons des aînés » en 2021-2022 et prévisions jusqu'en 2023.

Sommes consacrées à l'achat des terrains en 2021-2022 : 9 335 000 $ (prix d'achat seulement) auxquels s'ajoutent 1 600 000 $ pour les frais liés à l'acquisition des terrains (honoraires professionnels, frais de parc, droits de mutation, taxes non récupérables, etc.).

Prévisions jusqu'en 2023 : coût estimé de 13 000 000 $ (prix d'achat seulement) auxquels s'ajoutent 3 000 000 $ pour les frais liés à l'acquisition des terrains (honoraires professionnels, frais de parc, droits de mutation, taxes non récupérables, etc.).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 28 - Coût construction maisons des aînés

Sommes consacrées aux projets de construction des « maisons des aînés ». Ventiler par projet, par année et par étape.

Voir l'annexe pour les coûts estimés ventilés par projet (par maison des aînés)

Les coûts estimés, ventilés approximativement par année et par étape sont les suivants pour chacune des maisons des aînés :

Répartition annuelle des investissements	2019-2020	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	Total
	$ nominaux					
Planification du projet (15 %)	70 %	25 %	4 %	1 %		100 %
Réalisation du projet (80 %)	0 %	10 %	30 %	35 %	25 %	100 %
Achat d'équipements (5 %)				100 %		100 %

ÉTUDE DES CRÉDITS 2021-2022
SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DES INFRASTRUCTURES

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 28 - Coût construction maisons des aînés_Annexe

Municipalité/Territoire/Communauté	Nombre de places	Coût estimé
Rimouski/MRC Rimouski-Neigette	72	52 110 000 $
Rivière-du-Loup/MRC de Rivière-du-Loup	120	71 930 000 $
Saguenay/Arr. Chicoutimi	120	71 380 000 $
Alma	120	74 980 000 $
Roberval	120	71 370 000 $
Portneuf	48	35 730 000 $
Sainte-Foy	96	64 080 000 $
Lebourgneuf	96	66 140 000 $
Charlevoix	48	36 400 000 $
RLS d'Arthabaska-et-de-l'Érable	72	48 070 000 $
RLS Drummond	72	49 170 000 $
RLS Trois-Rivières	96	63 110 000 $
RLS de Memphrémagog : ville de Magog	48	36 850 000 $
RLS de Sherbrooke : ville de Sherbrooke	120	72 760 000 $
RLS de la H-Yamaska : ville de Granby	48	34 790 000 $
RLS du Coaticook : ville de Coaticook	48	34 440 000 $
Ouest-de-l'Île-de-Montréal	72	46 420 000 $
Nord-de-l'Île-de-Montréal	72	46 220 000 $
Gatineau/Hull CHSLD Lionel-Émond	72	46 430 000 $
Nouvelle construction dans l'est de Gatineau	72	48 360 000 $
Ville de Val-d'Or	48	39 240 000 $
Ville de Rouyn-Noranda	48	40 610 000 $
Baie-Comeau	48	45 890 000 $
Havre-Saint-Pierre	48	50 460 000 $
Rivière-au-Renard	48	42 830 000 $
Îles-de-la-Madeleine	24	38 300 000 $
Ville de Lévis, à l'ouest de la rivière Chaudière	120	73 920 000 $
Ville de Blacklake/région de Thetford Mines	72	43 880 000 $
Saint-Martin-de-Beauce	48	38 090 000 $
Secteur Sainte-Rose	96	60 910 000 $
Secteur Chomedey	72	50 110 000 $
MRC Les Moulins	48	37 700 000 $
MRC L'Assomption	48	39 120 000 $
MRC de Matawinie (Rawdon)	48	40 750 000 $
Sainte-Anne-des-Plaines	48	35 420 000 $
Mirabel-Centre	72	50 130 000 $
Prévost	48	35 310 000 $
Rosemère/Blainville/Sainte-Thérèse	72	48 820 000 $
Sainte-Agathe	48	37 280 000 $
Châteauguay/RLS Jardins-Roussillon	120	73 760 000 $
Salaberry-de-Valleyfield	96	61 740 000 $
Saint-Jean-sur-Richelieu	192	104 190 000 $
Chambly/Carignan/Saint-Hubert	96	58 890 000 $
Longueuil	72	50 590 000 $
Saint-Amable	72	45 340 000 $
Beloeil	96	71 390 000 $
TOTAL	**3480**	**2 385 410 000 $**

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 29 - Réalisation investissements transports en commun / réseau routier

Taux de réalisation des investissements planifiés en transports en commun. Taux pour le réseau routier. Explication quant à la différence entre les deux.
Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la rubrique 4 « Investissements réalisés en 2020-2021 » de la section B « Comparaison avec les investissements prévus au PQI 2020-2030 ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 30 - Investissements 5 dernières années transport collectif / routier

Proportion, pour les cinq dernières années, des investissements réalisés entre le transport collectif et le transport routier au PQI.
Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à l'annexe 1 « Historique des investissements réalisés par rapport à ceux prévus pour les années 2016-2017 à 2020-2021 » de la section B.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 31 - Crédits budgétaires projets routiers et transport en commun

Qu'arrive-t-il aux crédits budgétaires des projets routiers et de transport en commun qui ne sont pas réalisés au cours de l'année (et pourquoi)?

Dans le cadre de l'élaboration du PQI 2022-2032, la mise à jour des investissements prévus tient compte du report de montants non réalisés au cours des années 2020-2021 (reddition de comptes sur les investissements réalisés) et 2021-2022 (reddition de comptes sur les investissements probables).

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la section B « Investissements prévus au plan par secteur ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 32- Projets retirés secteurs routier / transport en commun

Projets ou sommes prévues (étude ou planification) au précédent PQI pour les secteurs routier et transport en commun qui sont retirés cette année. Projets ajoutés dans ces deux secteurs par rapport à l'an dernier.

Projets retirés et ajoutés

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la rubrique 2.4 « réseau routier » (pages B.51 à B.57) et la rubrique 2.5 « transport collectif » de la section B.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 33 - Déficit MTQ

Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs du MTQ, par rapport à l'an dernier.

L'évolution du déficit de maintien d'actifs (DMA) des infrastructures sous la responsabilité du ministre des Transports fait l'objet d'une reddition de comptes publique par le biais du Plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022.

L'information demandée à l'égard de la variation du DMA au PAGI 2021-2022 du ministère des Transports (MTQ) par rapport au DMA au PAGI 2022-2023 du MTQ est présentée à la page C.139 du PAGI du MTQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 34 - Variation déficit programmes MTQ

Variation du déficit de maintien d'actif (DMA) dans les actifs (transports en commun) financés à 100 % ou à 75 % par les programmes du MTQ, par rapport à l'an dernier.

L'inventaire des infrastructures dédiées au transport collectif qui font l'objet d'investissements sous la responsabilité du ministre des Transports est sujet à une reddition de comptes publique par le biais du Plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022.

Cependant, le DMA est évalué uniquement pour les infrastructures appartenant au gouvernement. Par conséquent, le DMA des infrastructures des sociétés de transport en commun n'est pas publié dans le PAGI. Toutefois, l'indice d'état gouvernemental par catégories d'infrastructure est présenté à la page C.147 du PAGI du ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 35 - Actifs en mauvais état transport collectif / transport routier

Taux d'actifs en mauvais état dans le transport collectif et dans le transport routier.
L'inventaire des infrastructures sous la responsabilité du ministre des Transports fait l'objet d'une reddition de comptes publique par le biais du Plan annuel de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022. L'information demandée à l'égard de l'évaluation de l'état des actifs dans le transport collectif est incluse au PAGI 2022-2023 du ministère des Transports (MTQ) et y est présentée à la page C.147. L'information demandée à l'égard de l'évaluation de l'état des actifs dans le transport routier est incluse au PAGI 2022-2023 du ministère des Transports (MTQ) et y est présentée à la page C.132.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 36 - Prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA)

Prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), par secteur.
Le gouvernement alloue une part importante des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures 2022-2032 pour la prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), soit 21,5 milliards de dollars équivalant à 70 % du DMA total de 30,6 milliards de dollars associés aux infrastructures appartenant aux organismes publics et qui sont en mauvais ou très mauvais état (indice d'état gouvernemental de D ou E). Ces investissements visent à réaliser, au cours de la prochaine décennie, la réfection, la reconstruction et le remplacement d'infrastructures les plus vétustes. La répartition par secteur de la prise en charge du DMA se retrouve dans le tableau de la page B.10 du document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 37 - Proportion de prise en charge du DMA

Proportion de prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), par secteur. Détailler la catégorie « Autre secteur ».
Le gouvernement alloue une part importante des investissements prévus au Plan québécois des infrastructures 2022-2032 pour la prise en charge du déficit de maintien d'actifs (DMA), soit 21,5 milliards de dollars équivalant à 70 % du DMA total de 30,6 milliards de dollars associés aux infrastructures appartenant aux organismes publics et qui sont en mauvais ou très mauvais état (indice d'état gouvernemental de D ou E). Ces investissements visent à réaliser, au cours de la prochaine décennie, la réfection, la reconstruction et le remplacement d'infrastructures les plus vétustes. Les informations détaillées de la prise en charge du DMA pour l'ensemble des secteurs se trouve à la page B.10 du document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022. La répartition par secteur de la proportion de prise en charge du DMA se retrouve sommairement dans le tableau de la page A.27 du même document et les informations détaillées se trouve dans le document « Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures 2022-2023 » publiés sur le site Web du Secrétariat du Conseil du trésor (Budget de dépenses 2022-2023 - Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures 2022-2023 (gouv.qc.ca) aux pages C.26, C.36, C.48, C.59, C.74, C.79, C.95, C.107, C.122, C.134 et C.158.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 38 - Implantation maternelles 4 ans

Investissements consacrés à l'implantation de la maternelle 4 ans, en 2021-2022, et prévisions pour le PAGI 2022-2023 ainsi que pour chaque année du PQI 2022-2032.
Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la rubrique « Un rehaussement des investissements pour appuyer la réalisation de projets prioritaires ». Le PQI 2022-2032 prévoit de nouveaux investissements de 1,2 G$ attribués pour de nombreux projets non majeurs et majeurs d'ajout d'espace dans les établissements scolaires. Ces investissements s'ajoutent à ceux déjà prévus pour la construction et la rénovation des bâtiments du réseau scolaire afin, notamment, de réaliser le plan de déploiement de la maternelle 4 ans, d'ajouter des milliers de places pour les élèves du préscolaire, du primaire et du secondaire et de se doter de belles écoles partout au Québec. Toutefois, pour connaître la part de ces investissements consacrée aux classes de maternelle 4 ans, cette question doit être adressée au ministère de l'Éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 39 - Investissements supplémentaires pour la construction de classes-PQI 2022-2032

Concernant les investissements supplémentaires au PQI 2022-2032 pour l'accélération de la construction de classes : fournir, pour le PQI 2022-2032, une ventilation distincte selon qu'il s'agisse de sommes pour la construction de classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans.
Au PQI 2022-2032, les disponibilités allouées sont de 1 207,9 M$ au ministère de l'Éducation, dont 965,4 M$ pour des projets non majeurs d'ajout d'espace dans les établissements scolaires primaires et secondaires et 242,5 M$ pour des projets majeurs d'ajout d'espace. Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022. Pour connaître la part de ces investissements consacrée aux classes au secondaire, au primaire, à la maternelle 5 ans ou à la maternelle 4 ans et leur répartition par région, cette question doit être adressée au ministère de l'Éducation.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 40 - Investissements pour la construction de CPE

Investissements consacrés à la construction de centres de la petite enfance en 2021-2022, et prévisions pour le PAGI 2022-2023.

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la rubrique « Investissements probables pour l'année 2021-2022 ».

Les investissements dans les centres de la petite enfance (CPE) présentés au secteur « Services de garde éducatifs à l'enfance » en 2021-2022 sont estimés à 68,4 M$. Ils sont répartis comme suit :

- 55,6 M$ pour la bonification (ajout de places);
- 12,8 M$ pour le maintien du parc.

Les Plans annuels de gestion des investissements publics en infrastructures (PAGI) constituant une reddition de compte sur l'état des infrastructures existantes, aucune prévision n'est disponible au PAGI 2022-2023 pour les investissements en bonification du parc, notamment pour la construction de centres de la petite enfance.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 41 - Investissements pour la construction de maisons des aînés

Investissements consacrés à la construction pour la mise en place graduelle de maisons des aînés en 2021-2022, et prévisions pour le PAGI 2022-2023.

Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la rubrique « Une distribution des disponibilités axée sur les priorités gouvernementales» (2,8 milliards de dollars pour la reconstruction de CHSLD vétustes en maisons des aînés ainsi que l'agrandissement et le réaménagement d'hôpitaux) à la page A.4 ainsi qu'à la rubrique « 2.1.2 Projets autorisés et annoncés de 20 millions de dollars et plus, par état d'avancement » aux pages B.18 à B.24.

Le gouvernement a amorcé un plan de transformation majeure des milieux d'hébergement et de soins de longue durée pour les aînés et les adultes ayant des besoins spécifiques, soit le nouveau modèle de « maison des aînés et alternative » (MDAA). Il a annoncé, en novembre 2019, son engagement d'offrir 2 600 nouvelles places, d'ici septembre 2022, dans ces nouveaux milieux d'hébergement.

- Cet engagement se concrétisera à l'automne 2022 par la mise en service de 2 640 places dans 33 nouvelles installations. Les 13 autres projets, pour un total de 3 480 places dans 46 maisons des aînés, seront livrés majoritairement au cours de l'année 2023.
- Depuis le PQI 2019-2029, le gouvernement alloue des sommes importantes pour la mise en place graduelle des maisons des aînés. Ainsi, les 46 projets majeurs (déclinés en 18 projets régionaux) sont en réalisation, pour un montant de 2 439,4 M$ prévu au PQI 2022-2032.

Par ailleurs, 3 projets de MDAA sont en réalisation sur le territoire du Conseil cri de la Santé et des services sociaux de la Baie James, dans le Nord du Québec, pour un total de 99 places au coût de 127 M$ prévu au PQI 2022-2032 ainsi que 7 projets en réalisation de reconstruction de CHSLD en MDAA, pour un total de 560 places au coût de 433 M$ au PQI 2022-2032.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 42 - Investissements pour la construction d'un 3e lien

Investissements consacrés à la planification et à la construction d'un 3e lien en 2022-2023, et prévisions pour le PAGI 2022-2023.
Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la rubrique « Une enveloppe centrale pour la réalisation de projets majeurs » à la page A.17 En vertu de la Directive sur la gestion des projets majeurs d'infrastructure publique, le projet « Tunnel entre Québec et Lévis – Construction » est à l'étape de la planification. En mars 2019, le Conseil des ministres a autorisé la réalisation d'un dossier d'affaires (DA) et le bureau de projet s'est vu allouer une somme de 325,0 millions de dollars pour la réalisation d'études ainsi que pour les plans et devis.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 43 - Investissements par région administrative

Variation des investissements par région administrative.
Veuillez-vous référer au document « Plan québécois des infrastructures 2022-2032 » déposé à l'Assemblée nationale le 22 mars 2022, à la rubrique « Investissements par mission, secteur, type et par région administrative ».

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
AUTORITÉ DES MARCHÉS PUBLICS

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 44 – Nombre d'entreprises en attente d'une décision concernant l'octroi d'une autorisation - AMP

Nombre d'entreprises en attente d'une décision de l'AMF concernant l'octroi d'une autorisation en vertu de la Loi sur l'intégrité en matière de contrats publics.

Année	Nombre d'entreprises en attente d'une décision concernant l'octroi d'une autorisation	Nombre d'entreprises en attente d'une décision concernant l'octroi d'un renouvellement
2021-2022	172	655

ÉTUDE DES CRÉDITS 2022-2023
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS DU TROISIÈME GROUPE D'OPPOSITION
NUMÉRO 45 - Réouverture des ententes salariales

Tout rapport, toute étude et estimation en lien avec la réouverture des ententes salariales avec les médecins omnipraticiens et les médecins spécialistes; estimations des économies à réaliser en 2021-2022 et pour les 10 années suivantes.
En ce qui concerne les médecins spécialistes, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé, intitulée Étude comparative des paiements versés aux médecins spécialistes du Québec et du reste du Canada en 2016-2017, est accessible sur le site Internet du Secrétariat du Conseil du trésor : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/Nouvelles/Rapport_ICIS.pdf Le 11 décembre 2019, à partir des données de ce rapport, le gouvernement et la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) ont conclu une entente sur la rémunération des médecins spécialistes : https://www.tresor.gouv.qc.ca/fileadmin/PDF/ressources_humaines/Protocole_d_accord_FMSQ.pdf Tel que présenté au tableau figurant à l'annexe I de cette entente, les économies à réaliser sont de 69,2 M$ en 2018-219, de 208,9 M$ en 2019-2020, de 313,0 M$ en 2020-2021, de 428,4 M$ et de 585,2 M$ en 2022-2023, pour un total de 1 604,7 M$. En ce qui concerne les médecins omnipraticiens, l'étude de l'Institut canadien de l'information sur la santé demeure confidentielle jusqu'à maintenant puisque les négociations entre le gouvernement et la FMOQ ne sont pas terminées.

Québec